



COMMUNIQUÉ

Marseille, le 13 novembre 2018

P.P.P / Des moyens pour les écoles de Marseille maintenant !

Ce mardi 13 novembre 2018, lors d'un débat avec Samia Ghali, sénatrice des Bouches-du-Rhône et maire de secteur, Jean-Michel Blanquer s'est dit « disposé » à un audit sur les écoles à Marseille. Bien plus que de mots, c'est d'actes dont nous avons besoin et la situation est plus qu'alarmante. Plutôt que d'hypothétiques effets d'annonces, c'est une désapprobation claire et assumée du recours aux Partenariats Publics-Privés pour les 34 écoles de Marseille que nous attendons.

En effet, avec le collectif Marseille contre les PPP, rassemblant de nombreuses organisations syndicales de l'Éducation nationale, de professionnels du bâtiment et d'artisans, des associations de parents d'élèves ainsi que des citoyens marseillais, nous réclamons depuis des mois la réalisation d'un audit sur les besoins de l'ensemble des écoles de la ville. Le projet de la mairie a été réalisé dans la plus grande précipitation et l'opacité pour parer à des années de sous-investissement dans les écoles.

Cet audit devra prendre en compte la réalité des écoles de la ville, chose que le ministre lui-même n'a pas réalisée en lançant sa réforme des CP et CE1 à 12. Le manque de place est une problématique constante dans nos écoles et, dans de nombreux cas, les collègues sont obligés d'improviser et se retrouvent sans ressources. Le manque de place va de pair avec le manque de moyens puisqu'à la rentrée c'était près de 400 élèves de primaire de la ville qui n'étaient pas scolarisés.

En attendant la réalisation de cet audit, Monsieur le ministre pourrait intervenir directement en débloquent une enveloppe pour réaliser des travaux d'urgence. **L'école Saint-Louis du Rove dans le 15^e arrondissement de Marseille en est le parfait exemple. Cette école comprise dans le périmètre des écoles rénovées avec le recours aux P.P.P ne verra pas sa situation s'améliorer avant 2024, date du début des travaux. D'ici à cette date, toutes leurs demandes pour réaliser des travaux ne seront pas prises en compte.**

Face à ce projet catastrophique pour les finances de la ville, les écoles et les élèves, des recours ont été déposés et un contre-projet a même déjà été présenté par un collectif d'architectes. Celui-ci coûterait 750 millions d'euros contre 1 milliard et 50 millions d'euros pour le projet municipal. Une somme considérable qui irait directement dans les poches de multinationales du BTP et qui grèverait le budget alloué au fonctionnement de toutes les écoles de Marseille pendant 25 ans. La mairie de Marseille reste pour l'instant sourde aux demandes du collectif et refuse de nous rencontrer.

Enfin nous invitons le ministre à élargir son regard et à s'intéresser à la situation de plusieurs collèges marseillais dont la situation est particulièrement détériorée. Le collège Versailles attend par exemple depuis 15 ans l'extension de l'établissement et le début des travaux de rénovation. En matière d'abandon des quartiers populaires de la ville le Conseil Départemental n'est pas en reste.

Nous le répétons depuis des années : il y a une véritable urgence sociale et scolaire à Marseille et la solution n'est pas à chercher dans la privatisation des infrastructures du service public à laquelle SUD éducation 13 s'opposera de toutes ses forces.